

# Chambre des Représentants.

SESSION DE 1890-1891.

## COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE MARS.

### FEUILLETON AU 10 AVRIL 1891.

#### PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |   |
|------------------------------|--|---|
| 1.                           | 6179.                                    | <p>Par pétition datée de Bruxelles, le 28 février 1891,<br/>Le conseil communal de Bruxelles prie la Chambre de rejeter le projet de loi ayant pour objet de remettre en vigueur, avec quelques modifications, les dispositions de la loi du 23 août 1887.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Ordre du jour.</i></p>  |
| 2.                           | 6180.                                    | <p>Par pétition datée de Gonrioux, le 2 mars 1891,<br/>Le sieur Marchal, ancien bourgmestre de Gonrioux, réclame l'intervention de la Chambre, pour obtenir le prompt abattage des arbres plantés sur les accotements de la route de Couvin à Chimay.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i></p> |
| 3.                           | 6182.                                    | <p>Par pétition datée de Kessel, le 23 février 1891,<br/>Le sieur Vandenbulcke, à Kessel, sollicite l'intervention de la Chambre, afin d'obtenir que le Gouvernement provincial d'Anvers continue à servir, à son frère infirme, la pension qui lui était allouée par une</p>   |

|                              |  |
|------------------------------|--|
| Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |
|------------------------------|--|

décision de la députation permanente, en date du 19 février 1886.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

4.        6186.     Par pétition datée d'Ostende, le 3 mars 1891,  
Le sieur Pottier, à Ostende, se plaint d'un déni de justice.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

5.        6187.     Par pétition datée du 1<sup>er</sup> mars 1891,  
Le sieur De Groote, à Maeter, se plaint que le procureur du Roi d'Audenarde n'ait donné aucune suite à la plainte qu'il a formulée au sujet des mauvais traitements dont il a été l'objet de la part d'un habitant de Maeter.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

6.        6196.     Par pétition datée de Liberchies, le 6 mars 1891,  
Le sieur Alexandre, à Liberchies, se plaint d'un déni de justice.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

7.        6202.     Par pétition datée d'Enghien, le 9 mars 1891,  
La dame Avaert, à Enghien, prie la Chambre de voter une loi obligeant les notaires à renseigner au pied des actes de leur ministère le montant des honoraires qu'ils réclament.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

8.        6203.     Par pétition datée de Buenos-Ayres, le 4 février 1891,  
Des Belges, à Buenos-Ayres, sollicitent la faveur d'être gratuitement repatriés.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.*

9.        6211.     Par pétition datée de Hingene,  
Des habitants de Hingene demandent la suppression du tirage au sort et la création d'une armée de volontaires.

DÉCISION : *Dépôt sur le bureau pendant la discussion du Budget de la Guerre.*

- | Numéros<br>du<br>feuilleton | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |   |
|-----------------------------|--|---|
| 10.                         | 6212.                                    | <p>Par pétition datée de Ham s/Heure, le 10 mars 1891,</p> <p>Le sieur Gillot, à Ham s/Heure, réclame l'intervention de la Chambre pour qu'une suite soit donnée à la plainte qu'il a introduite au sujet d'une fausse accusation.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p>  |
| 11.                         | 6218.<br>6244.                           | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 14 mars 1891,</p> <p>Les membres du comité de la « Onpartijdige vereeniging : Vlaamsche Wacht », à Anvers, se plaignent qu'un médecin ignorant la langue néerlandaise soit attaché au service médical de la prison de Louvain. Ils demandent qu'une enquête sérieuse soit ouverte et qu'il soit pourvu au remplacement dudit médecin.</p> <p>Même demande des président et secrétaire de la société « Vlaamsch Taalgilde », à Alost ; du président du « Verbond der Vlaamsche Grievencomiteiten », à Bruxelles ; des président et secrétaire du « Nederduitsche Burgerskring », à Louvain, et de la société « De Vlaamsche Leeuw », à Molenbeek-St-Jean.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 12.                         | 6220.                                    | <p>Par pétition datée de Houdemont, le 15 mars 1891,</p> <p>Des conseillers communaux de Houdemont réclament la construction d'un chemin de fer de Marbehan par Anlier à Martelange.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics et des Chemins de fer.</i></p>   |
| 13.                         | 6222.                                    | <p>Par pétition datée de Gheluwe, le 16 mars 1891,</p> <p>Le sieur Van Damme, à Gheluwe, réclame l'intervention de la Chambre à l'effet d'obtenir un secours mensuel du bureau de bienfaisance de cette localité.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Ordre du jour.</i></p>   |
| 14.                         | 6225.                                    | <p>Par pétition datée d'Assenois, le 15 mars 1891,</p> <p>Le conseil communal d'Assenois demande la construction d'un chemin de fer de Martelange à Florenville par la station de Lavaux.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i></p>   |

|                              |  |
|------------------------------|--|
| Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |
|------------------------------|--|

15.

6226.

Par pétition datée de Wihéries, le 1<sup>er</sup> mars 1891,

Le sieur Dubuisson, à Wihéries, se plaint de l'insuffisance du personnel enseignant des écoles communales de cette localité et de la mauvaise installation des classes.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

16.

6229.

Par pétition datée de Bruxelles, le 18 mars 1891,

Le secrétaire de la société « de Distel », à Bruxelles, se plaint que les détenus flamand de la prison de Louvain soient traités par un médecin ignorant la langue néerlandaise. Il demande qu'un médecin parlant cette langue soit adjoint au service médical de cette prison.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

17.

6233.

Par pétition datée de Rêves, le 18 mars 1891,

Le sieur Paraquet, à Rêves, demande la revision de l'article 52 de la Constitution relatif à l'indemnité parlementaire. Il demande, en outre, que les noms des Représentants absents aux séances soient insérés aux *Annales parlementaires*.

*DÉCISION : Renvoi à la section centrale chargée d'examiner la proposition de revision de la Constitution.*

18.

6234.

Par pétition datée de Suxy, mars 1891,

Le conseil communal de Suxy demande la construction aux frais de l'État du prolongement de la route de Les Fossés jusqu'au centre de la commune de Suxy.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

19.

6235.

Par pétition datée de Jemappes, mars 1891,

Le sieur Urbain, ancien porion, à Jemappes, réclame itérativement l'intervention de la Chambre afin d'obtenir la pension à laquelle il a droit.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

Numéros  
du  
feuilleton

Numéros  
du registre des  
pétitions.

20.

6242.

Par pétition datée de Gand, le 18 mars 1894,  
Le secrétaire d'un groupe de bouchers gantois  
demande la stricte application de la loi du 29 juillet 1889.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture,  
de l'Industrie et des Travaux publics.*

21.

6243.

Par pétition d'Awans-Aywaille, le 19 mars 1894,  
Le sieur Remy, instituteur communal, à Awans-  
Aywaille, réclame l'intervention de la Chambre pour  
obtenir le paiement d'une partie de son traitement  
pour l'année 1890.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et  
de l'Instruction publique.*

